

Département du RHÔNE

**Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle**

**PROJET DE REVISION  
DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT  
DE LA COMMUNE DE CHEVINAY**

**PROCES VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS**

Enquête publique du 31 octobre au 2 décembre 2023

Commissaire enquêteur : Jean-Michel AURET

Décision T.A. n° E23000109 / 69 en date du 13 septembre 2023

## SOMMAIRE

|        |  |   |
|--------|--|---|
| 1.     | Rappels .....  | 3 |
| 1.1.   | Objet de l'enquête .....   | 3 |
| 1.2.   | Commissaire enquêteur .....                                      | 4 |
| 1.3.   | Organisation de l'enquête.....                                   | 4 |
| 1.3.1. | Durée, siège de l'enquête .....                                  | 4 |
| 1.3.2. | Dossiers, registres et possibilités d'expression du public ..... | 4 |
| 1.3.3. | Information du public .....                                      | 5 |
| 2.     | Synthèse des observations .....                                  | 6 |
| 2.1.   | Observations, réserves et contre-propositions.....               | 6 |
| 2.2.   | Contenu des observations .....                                   | 6 |
| 2.2.1. | Avis de la MRAe.....   | 6 |
| 2.2.2. | Contributions de la CCPA.....                                    | 6 |
| 2.2.3. | Interrogations du commissaire enquêteur .....                    | 7 |
| 3.     | Remise du procès verbal des observations .....                   | 8 |

# PROCES VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS

## 1. Rappels

### 1.1. *Objet de l'enquête*

La présente enquête porte sur le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Chevinay qui est la conséquence de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de cette commune.

En effet ;

- Par délibération du 2 février 2021, le Conseil municipal de Chevinay a décidé de procéder à une révision générale de son PLU. Le commissaire enquêteur, après clôture de l'enquête publique, a émis un avis favorable durant l'été 2023,
- Lors de la séance du 14 novembre 2023, le conseil municipal de la commune de Chevinay a, après délibération, approuvé le projet de révision du PLU en prenant en compte une grande partie des contributions des PPA et du public. Il faut remarquer que cette approbation a eu lieu après l'ouverture de l'enquête publique sur la révision du zonage d'assainissement.
- La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 dispose que chaque commune ou groupement de communes doit délimiter après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif. Cette obligation de zonage d'assainissement répond au souci de préservation d'environnement, de qualité des ouvrages d'épuration et de collecte, de respect de l'existant et de cohérence avec les documents d'urbanisme.

La commune de Chevinay a transféré le 1er janvier 2019 à la Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle (CCPA) la gestion des eaux pluviales ainsi que la compétence de l'assainissement collectif. Le maître d'ouvrage de la révision du zonage d'assainissement (CCPA) n'étant pas le même que celui de la révision du PLU (commune de Chevinay), une enquête publique distincte pour chaque sujet est nécessaire.

Les points principaux à rappeler sont :

- La CCPA se devait de réviser le zonage d'assainissement de la commune de Chevinay, suite à la révision du PLU de cette commune, avec pour objectif d'avoir un zonage d'assainissement collectif le plus parfaitement possible aligné avec le PLU (les zones « U » et les zones « AU »),
- L'approbation du PLU, avec quelques évolutions par rapport au projet de révision du PLU soumis à l'enquête publique, a eu lieu après l'ouverture de l'enquête publique sur la révision du zonage d'assainissement. En conséquence les éventuelles évolutions du PLU par rapport au projet de révision ne sont pas reportées dans le dossier d'enquête publique de révision du zonage d'assainissement,
- La station d'épuration des eaux usées est classée comme non-conforme. En conséquence, tant que la situation sur ce point n'est pas considérée comme correcte, les éventuelles nouvelles constructions ne peuvent pas être raccordées au réseau

d'assainissement collectif bien que les parcelles soient classées en zone « U » ou « AU »

## **1.2. Commissaire enquêteur**

Par décision n° E23000109/69 du 13 septembre 2023 la Présidente du Tribunal Administratif de Lyon désigne M. Jean-Michel AURET en qualité de commissaire enquêteur pour procéder à l'enquête publique ayant pour objet le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Chevinay

## **1.3. Organisation de l'enquête**

Par arrêté n° 44/2023 du 02 octobre 2023 M. Pierre-Jean ZANNETTACCI Président de la Communauté de Communes du Pays de l'Arbresle (CCPA) prescrit l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Chevinay, et en a défini les modalités.

### **1.3.1. Durée, siège de l'enquête**

L'enquête publique portant sur le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de CHEVINAY se déroulera :

- Du mardi 31 octobre 2023 à 9h00,
- Au samedi 2 décembre à 12h00,
- Soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Le siège de l'enquête a été fixé :

- Au siège de la Communauté de Communes Pays de l'Arbresle (CCPA) qui est le maître d'ouvrage.

### **1.3.2. Dossiers, registres et possibilités d'expression du public**

Bien que la CCPA soit le maître d'ouvrage et l'organisme ayant prescrit l'ouverture d'une enquête publique, il est nécessaire de souligner qu'il s'agit de la révision du zonage d'assainissement de la commune de Chevinay. En conséquence, les premiers concernés par cette révision sont les habitants de la commune de Chevinay.

- Dossier d'enquête à l'attention du public :
  - il est resté consultable, en version papier, en mairie de Chevinay et au siège de la CCPA, aux jours et heures d'ouverture au public, hors jours fériés de chacun de ces deux organismes,
  - il était également consultable, en version dématérialisé, sur les sites de la CCPA (<https://www.paysdelarbresle.fr>) et sur celui de la mairie de Chevinay (<https://www.mairie-chevinay.fr/>),
- Possibilités d'expression du public, pour que chacun puisse éventuellement faire part de ses observations et contre propositions :

- Sur deux registres d'enquête, à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, ouverts à cet effet aux mêmes lieux, jours et heures que le dossier d'enquête,
- Soit par courrier, avant la fin de l'enquête, à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse postale du siège de la CCPA,
- Soit sur le registre dématérialisé (<https://www.registre-dematerialise.fr/4925>),
- Soit par courriel ([enquete-publique-4925@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-4925@registre-dematerialise.fr))
- Soit directement auprès du commissaire enquêteur, lors de ses permanences, à la mairie de Chevinay, les jours et horaires suivants :
  - Jeudi 9 novembre de 9h00 à 12h00,
  - Jeudi 23 novembre de 15h00 à 18h00,
  - Mardi 28 novembre de 15h00 à 18h00,
  - Samedi 2 décembre de 9h30 à 12h00.

### 1.3.3. Information du public

L'avis d'enquête publique a été publié dans deux journaux régionaux :

- Une première fois plus de 15 jours avant l'ouverture de l'enquête :
  - Dans « Le Progrès » du 10 octobre 2023,
  - Dans « Le Pays d'entre Loire et Rhône » du 12 octobre 2023,
- Une seconde publication est parue dans les 8 premiers jours de l'enquête :
  - Dans « Le Progrès » du 1<sup>er</sup> novembre 2023,
  - Dans « Le Pays d'entre Loire et Rhône » du 2 novembre 2023.

L'avis au public a été affiché sur des panneaux d'affichage, au moins quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci :

- Un au siège de la CCPA (117 rue Pierre Passemard à L'Arbresle),
- Trois dans la commune de Chevinay,

## 2. Synthèse des observations

### 2.1. Observations, réserves et contre-propositions

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe), Personne Publique Associée, a été consultée et a répondu après avoir interrogé l'Agence Régionale de Santé (ARS) et la Direction Départemental des Territoires du Rhône (DDT du Rhône°).

Les deux seules contributions émises l'ont été par la CCPA, maître d'ouvrage.

L'enquête s'est déroulée dans une atmosphère sereine, sans aucun incident de nature à entraver le déroulement de l'enquête.

### 2.2. Contenu des observations

#### 2.2.1. Avis de la MRAe

Lors de sa décision du 11 juillet 2023, la MRAe a conclu que *« le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Chevinay n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée »*

#### 2.2.2. Contributions de la CCPA

##### **Contribution 1 CCPA : modification à la marge de l'enveloppe du zonage**

A la suite de l'enquête publique conduite par la commune de Chevinay pour la révision générale du PLU de la commune, des adaptations ont été proposées par le BE Atelier d'Urbanisme et d'Architecture, en charge de la révision du PLU.

En effet, certaines contributions et notamment celles de l'Etat, conduisent la commune à revoir le découpage de certaines enveloppes comprises dans la zone « U ».

Du fait que le zonage d'assainissement de la CCPA doit épouser les enveloppes de la zone « U » et comme la proposition de zonage d'assainissement a été proposée sur la base des zones « U » du projet de révision du PLU avant modifications, il est nécessaire de prévoir l'adéquation des zones « U » du PLU approuvé et du zonage d'assainissement.

Aussi un nouveau zonage d'assainissement est proposé :

- La parcelle AD 338 est partiellement ajoutée à la zone « U » du PLU et donc dans l'enveloppe du zonage d'assainissement,
- La parcelle AD 438 est retirée de la zone « U » du PLU et donc de l'enveloppe du zonage d'assainissement,
- La parcelle 153 ne faisait pas partie du zonage d'assainissement dans le dossier d'enquête. L'approbation du PLU, l'a maintenue hors de la zone « U ».

##### **Contribution 2 CCPA : maîtrise d'œuvre et travaux pour la station de Chevinay**

A la suite de la remarque faite sur l'évaluation environnementale, la CCPA souhaite préciser qu'elle va, en plus du programme de travaux détaillé dans le rapport d'enquête publique relatif à la révision du zonage d'assainissement, lancer un marché de maîtrise d'œuvre en début d'année 2024 afin de proposer divers scénarios pour :

- soit booster l'actuelle station de traitement des eaux usées (extension et/ou équipements supplémentaires : dégrilleur, dessableur, traitement tertiaire, ...),

- soit reconstruire une nouvelle usine en lieu et place.

Ainsi, le PLU de Chevinay prévoit la mise en place d'un STECAL sur les terrains actuellement occupés par la station et ses ouvrages connexes, pour la réalisation de ces travaux.

L'année 2024 serait consacrée aux études (Moe, topo, géotechnie, contrôle technique, ....) et les années 2025-2026 pour les travaux.

**Extrait de l'évaluation environnementale :**

|  |   |
|--|---|
| <b>Remarque 3 :</b>  |   |
| Conditionner le projet de PLU à l'achèvement des travaux nécessaires sur l'ouvrage d'assainissement communal déclaré en surcharge organique et hydraulique | L'urbanisation sera limitée dans l'attente de la mise en conformité de la STEP. Des conditions spéciales seront édictées au titre de l'article R151-34 1° du code de l'urbanisme. |

### 2.2.3. Interrogations du commissaire enquêteur

Au début de l'enquête, lors d'une discussion avec Madame NOTIN (responsable du service assainissement à la CCPA) et Monsieur Richard CHERMETTE (maire de Chevinay), le commissaire enquêteur a formulé deux remarques :

1. Mise en exergue du fait que l'approbation du PLU, avec prise en compte de quelques évolutions par rapport au projet du PLU, avait eu lieu au cours de l'enquête sur la révision du zonage de l'assainissement. La conséquence était que ces évolutions par rapport au projet du PLU ne sont pas prises en compte dans le dossier d'enquête du projet de révision du zonage d'assainissement,
2. La mise en conformité de la station d'épuration est un point primordial. Tant que ce point n'est pas réglé, les éventuelles nouvelles constructions ne peuvent pas être raccordées au réseau d'assainissement collectif bien que les parcelles soient classées en zone « U » ou « AU »

La CCPA a répondu en émettant deux contributions (voir ci-dessus) :

- Contribution 1 : pour une mise à jour du plan de zonage de l'assainissement en adéquation avec le contenu du PLU approuvé :
  - Retrait de la parcelle 438 et ajout partiel de la parcelle 338
  - La parcelle 153 ne faisait déjà plus partie de la zone d'assainissement collectif
- Contribution 2 : la CCPA va en plus du programme de travaux en cours, lancer un marché de maîtrise d'œuvre en début d'année 2024

### 3. Remise du procès verbal des observations

Je soussigné, Jean-Michel AURET, commissaire enquêteur, constatant la clôture de l'enquête publique portant sur le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Chevinay, certifie avoir rencontré, ce jour, l'autorité maitre d'ouvrage en la personne de Madame Sylvia NOTIN responsable du service assainissement à la Communauté de Communes Pays de l'Arbresle.

Certifie lui avoir communiqué les observations écrites et orales recueillies.

Le commissaire enquêteur, après avoir étudié avec attention le contenu des contributions émises par la CCPA et les courriels échangés (le 30 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre) avec Madame NOTIN, a considéré que ces éléments étaient le mémoire en réponse aux contributions émises. Madame NOTIN, représentante de la CCPA, en a convenu.

Fait en deux exemplaires, à l'Arbresle, le 6 décembre 2023.

Le commissaire enquêteur

Jean-Michel AURET

Dont accusé réception ce même jour  
Madame Sylvia NOTIN  
Responsable du service assainissement CCPA